

**NOMENCLATURE : 2-1**

**DÉCLARATION PRÉALABLE**

**DÉLIVRÉE PAR LE MAIRE**

**AU NOM DE LA COMMUNE DE LENS**

**ARRETÉ n° 2022 - 2839**

**CADRE 1 – DÉCLARATION PRÉALABLE déposée le 08/07/2022**

**Demandeur \_\_\_\_\_ LA VIE ACTIVE**

**Représentée par \_\_\_\_\_ Monsieur Bertrand ALEXANDRE**

**Demeurant au \_\_\_\_\_ 4 rue Beffara - 62000 ARRAS**

**Pour \_\_\_\_\_ mise en conformité de l'accessibilité du bâtiment. Modification de la charpente et de la couverture pour la création d'une sortie de secours**

**Sur un terrain sis à LENS 8 bis rue de PROVENCE**

**CADRE 2 – DÉCLARATION PRÉALABLE**

**Numéro de la demande : DP 062498 22 00195**

Le Maire de la Ville de LENS,

Vu la déclaration préalable susvisée (cadres 1 et 2) et les documents annexés à la demande,  
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L421-4, L421-7, L422-1 à L425-1 et suivants,  
L461-1 à L462-1 et suivants, R421-9 à R421-12, R421-17, R421-23 à R421-25, R423-1 et suivants,

Vu le code du patrimoine,

Vu le décret n°2015-5 du 06/01/2015 classant la commune de Lens en zone de sismicité 2 - risque faible,

Vu le Plan de Prévention des Risques d'Inondation prescrit par arrêté préfectoral le 30/10/2001,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 2020 approuvant la révision générale du Plan Local d'Urbanisme,

Vu le règlement de la zone UP du Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'arrêté n°2020-1128 en date du 12/06/2020 portant délégation de signature,

Vu le courrier de demande de pièces complémentaires en date du 04/08/2022, présenté au pétitionnaire le 06/08/2022,

Vu les pièces complémentaires reçues en Mairie le 22/08/2022,

Vu l'accord avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France reçu en mairie le 12/08/2022,

Considérant que l'article R. 111-27 du code de l'urbanisme dispose que : « *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.* » ;

VISA SOUS PREFECTURE

LE 30/09/2022

Hôtel de ville - 17 bis, place Jean Jaurès - 62307 LENS

Cedex

Tél. 03.21.69.86.86 - Fax : 03.21.43.11.65

www.villedelens.fr

Considérant l'article R. 425-1 du code de l'urbanisme dispose que : « Lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées, ou son avis pour les projets mentionnés à l'article L. 632-2-1 du code du patrimoine. » ;

Considérant que le projet est situé dans les abords et dans le champ de visibilité des immeubles inscrits au titre des monuments historiques (Ecole maternelle et primaire Louis Pasteur) et qu'en l'état, l'architecte des Bâtiments de France considère qu'il est de nature à porter atteinte à ces monuments historiques ;

Considérant cependant qu'il peut y être remédié, l'architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions ;

## **ARRETE**

### **Article 1**

Il n'est pas fait opposition à la présente déclaration préalable portant sur les travaux décrits dans les cadres 1 et 2 du présent arrêté, sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

### **Article 2**

En application des articles R. 111-27 et R. 425-1 du code de l'urbanisme et conformément à l'accord avec prescriptions de l'architecte des Bâtiments de France, pour une intégration optimale de ce projet situé aux abords des monuments historiques précités il conviendra de respecter les prescriptions suivantes : pour préserver l'harmonie d'ensemble de la façade arrière, il conviendra de peindre l'escalier de secours et le volume d'accès à l'édifice ton pierre : RAL 7044, RAL 7032 ou similaire.

*Fait à LENS, le 20/09/2022*



POUR LE MAIRE,  
L'AGENT DÉLÉGUÉ,  
Xavier HOUIX

Directeur Délégué à l'Aménagement  
et au Développement de la Ville

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat au titre du contrôle de la légalité. La décision de non opposition est exécutoire à compter de la date à laquelle elle est acquise (article L. 424- 8 du code de l'urbanisme).

Date de transmission à la préfecture : 27/09/2022

Date d'affichage de l'avis de dépôt de la demande en mairie : 12/07/2022

### **Nota Bene :**

La présente décision, qui ne concerne que les règles d'urbanisme ,ne vaut pas autorisation au regard des articles R.123-23 et 123-34 du Code de la Construction et de l'Habitation. Or, les travaux envisagés concernant un Etablissement Recevant du Public, une demande d'autorisation

de travaux doit être déposée en mairie, pour permettre au maire, au nom de l'Etat, de s'assurer du respect des règles de sécurité incendie et d'accessibilité dans cet établissement.

#### **INFORMATION IMPORTANTE**

##### **Droits des tiers :**

La décision de non opposition à une déclaration préalable est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

##### **Durée de validité :**

La décision de non opposition à une déclaration préalable, lorsque celle-ci porte sur une opération comportant des travaux, est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de **TROIS ANS** (quatre ans si elle a fait l'objet d'une prorogation) à compter de sa notification ou si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à **UNE ANNÉE**. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux fois, deux mois au moins avant l'expiration du délai validité. En cas de recours contre la décision de non opposition à une déclaration préalable, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

##### **Affichage :**

L'affichage sur le terrain est obligatoire pendant toute la durée du chantier et ce à compter de la notification de l'arrêté ou de la date où la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquise. Lorsqu'il n'y a pas de travaux, comme pour une déclaration préalable de lotissement, l'affichage doit être effectué sur le terrain de manière continue pendant deux mois, de manière à respecter les délais de recours des tiers (*articles R. 424-15 et A. 424-15 à A. 424-19 du code de l'urbanisme*).

##### **Ouverture de chantier et achèvement et conformité des travaux :**

**Il appartient au pétitionnaire, de déposer à la mairie contre décharge ou par courrier en recommandé avec accusé de réception la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux accompagnée des attestations nécessaires à son traitement. Ce document est téléchargeable sur le site internet de l'administration : [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr).**

A compter du dépôt ou de la réception de la Déclaration Attestant de l'Achèvement et la Conformité des Travaux (formulaire disponible au pôle urbanisme réglementaire de la Mairie de LENS ou sur le site internet à l'adresse suivante [www.service-public.fr](http://www.service-public.fr), rubrique formulaire téléchargeable), l'autorité compétente peut, dans un délai de 3 mois ou de 5 mois (article R. 462-6 du code l'urbanisme), procéder à un récolement des travaux et lorsque ceux-ci ne sont pas conformes à déclaration préalable, mettre en demeure le maître de l'ouvrage de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (*article L. 462-2 du code de l'urbanisme*).

##### **Recours et retrait :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, dans un délai de DEUX MOIS à compter de son affichage sur le terrain (*articles R. 600-1 et R. 600-2 du code de l'urbanisme*). Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de la déclaration préalable au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "télérecours citoyens" accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de DEUX MOIS, le silence du Maire vaut rejet implicite.

La décision de non-opposition à une déclaration préalable, tacite ou explicite, ne peut être retirée que si elle est illégale et dans le délai de trois mois suivant la date de cette décision. Passé ce délai, la décision de non-opposition ne peut être retirée que sur demande expresse de leur bénéficiaire.

##### **Assurance dommages-ouvrages :**

Le bénéficiaire de la décision de non opposition à une déclaration préalable, lorsque celle-ci porte sur une opération comportant des travaux de construction, à l'obligation de souscrire l'assurance dommage prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

##### **Droits de place :**

Si les travaux vous obligent à occuper ou à effectuer des travaux sur le domaine public (trottoir, voie, etc.) il vous incombe d'obtenir préalablement à toute exécution, l'autorisation de voirie correspondante, laquelle doit être sollicitée, par écrit, auprès des Agents de Surveillance de la Voie Publique (A.S.V.P)  
☎ 03.21.69.86.86 - DROITS DE PLACE, 17 Quater, place Jean Jaurès– 62307 LENS CEDEX.